Numérisation CERMTRI

N° 446 — 15 Février 1957 · PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS · HEBDOMADAIRE - 20 Frs

LA VÉRITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. : 6 mois : 400 fr. : 3 mois: 225 fr.
Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse. Edition et Librairie 6032-01 Paris

Trois fois saisie en quinze jours

LA VERITE

a besoin de votre aide immédiate

SOUSCRIVEZ !

Nous ne nous tairons pas !

NON content de faire saisir le n° 442 de « LA VERITE », en prétextant la publication d'un article leader intitulé « Paix en Algérie », puis un numéro spécial (n° 443), édité par nous le lendemain, et dans lequel l'article incriminé était remplacé par un blanc, le gouvernement « à direction socialiste » de M. Guy Mollet a fait saisir à son tour le n° 445 de notre journal. Le prétexte invoqué semble avoir été la reproduction d'un tract du syndicat des Métaux (CGT) d'Hagondange, qui osait parler du caractère « policier » de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens — tract que nous stigmatisions comme il convient. MM. Mollet et Bourgès-Maunoury sont-ils donc déterminés à défendre non seulement les colonialistes, mais aussi bien les staliniens contre la critique trotskyste ? Ce n'est pas la première fois que la répression dirigée contre nous nous amène à faire cette remarque. Après tout, il faut bien célébrer l'anniversaire, maintenant tout proche, du vote des pouvoirs spéciaux...

Quoiqu'il en soit, ce n'est que trop clair, la réaction est résolue à ne rien négliger pour nous étrangler. Deux fois saisie en 1955, huit fois saisie en 1956, « LA VERITE » l'a déjà été trois fois en 1957 — elle l'est pratiquement chaque semaine en Algérie. Ne pouvant, légalement, interdire notre journal, le gouvernement cherche à nous atteindre au point toujours le plus sensible pour un organe révolutionnaire : la caisse. Chaque saisie nous porte un préjudice financier presque insupportable. Le gouvernement le sait ; il espère également que nos lecteurs au numéro, faute de trouver leur journal dans les kiosques, une, deux, ou trois semaines de suite, se décourageront. Il espère ainsi nous réduire au silence.

Cette semaine, nous publions un numéro spécial, consacré principalement à l'important document qu'a bien voulu nous confier Edgar Morin. Mais, dès la semaine prochaine, nos lecteurs retrouveront toutes les rubriques habituelles. S'il le fallait — c'est-à-dire, si, malgré l'aide de tous nos amis, notre caisse se vidait complètement — nous réduirions encore notre format, ou nous espacerions notre parution. Mais en aucun cas nous ne cesserions de paraître.

Car l'acharnement même mis à nous faire taire est, à nos yeux, une preuve de plus que nous avons raison. Une preuve de plus que nous sommes seuls à défendre les solutions et les méthodes capables de mettre fin à la guerre d'Algérie ; comme nous sommes seuls à mettre en avant les mots d'ordre d'action qui permettront aux travailleurs français d'imposer leurs revendications ; seuls à défendre de

(Suite page 2.)

Trois mois après le "Printemps en Octobre"

Les Conseils Ouvriers en Pologne

EDGAR MORIN publiera prochainement une brochure, dans laquelle il consigne les réflexions que lui a inspirées son récent séjour en Pologne. Les lignes qu'on va lire sont extraites de cette brochure. Nous sommes persuadés que nos lecteurs apprécieront ce texte remarquable qu'Edgar Morin a bien voulu confier à LA VERITE, et que nous sommes très heureux de publier, bien que nous ne partagions pas nécessairement tous les points de vue de l'auteur.

PAR **EDGAR MORIN**

L'EXPLOSION nationale d'Octobre 1956 a été précédée d'une explosion sociale — Poznan — et est liée à une révolution sociale, inachevée et en parti atrophiée, certes, mais radicale. Le fil conducteur de cette révolution, il s'est dévoilé lentement à mes yeux, au cours de nos entretiens, jusqu'à apparaître dans son évidence après une visite aux usines W.F.M. et Zeran. C'est l'action décisive d'une avant-garde ouvrière contre la bureaucratie d'Etat, action appuyée par l'ensemble des couches sociales du pays. La voilà, à mon sens, la véritable et révolutionnaire lutte des classes. C'est en effet une avant-garde ouvrière qui a joué le rôle moteur dans les événements de ces derniers mois. A Poznan, le mouvement est déclenché par les ouvriers de l'usine Staline (de même que l'émeute de Berlin-Est avait commencé par la marche des ouvriers de la Stalinalee : quel beau symbole marxiste que le stalinisme soit ainsi son propre fossoyeur !). A Varsovie, pendant les journées fiévreuses d'Octobre, ce sont les ouvriers des usines qui se mobilisent, prennent les armes, pèsent du poids de leurs délégations sur le 8e Plenum, centralisent le mouvement, lui-même ouvrier, qui jaillit simultanément des centres industriels de province.

Après Octobre, se développe une force révolutionnaire ouvrière qui tend à substituer à l'ancien modèle économico-social un nouveau modèle : c'est le mouvement des Conseils Ouvriers lui-même issu de Zeran et W.F.M. (1).

Ceci n'amoindrit nullement le rôle des intellectuels, ni le rôle de nombreuses sections du parti ouvrier polonais ; ceci n'est pas un schéma auquel je ramènerai toute la complexité du phénomène polonais. Mais c'est la constatation qui nous permet de comprendre qu'une force motrice, semi-organisée et organisatrice, celle d'une avant-garde ouvrière, a joué le rôle décisif à chaque moment de mutation.

Certes, cette action d'avant-garde (car, soulignons-le, il ne s'agit pas de l'ensemble de la classe ouvrière, mais de celle de certaines usines et de certaines régions), n'a pu être décisive que parce qu'elle rencontrait un écho immédiat dans l'ensemble de la population : le soulèvement de toute une ville, à Poznan, la mobilisation de toute une ville, à Varsovie, en sont des exemples. Il y avait donc une sorte d'harmonie pré-établie entre la revendication ouvrière et la revendication générale de la nation, et cette harmonie n'était pas due seulement à un sentiment national opprimé commun, mais aussi à une nouvelle distribution des forces et des rôles dans la lutte des classes, par opposition à la lutte des classes traditionnelle dans le monde bourgeois.

Gomulka s'adresse à la foule à son retour de Moscou.

LA CLASSE OUVRIERE DANS LA NOUVELLE SOCIETE POLONAISE

EN effet, dans l'univers stalinien des démocraties populaires, les anciennes différenciations sociales s'estompent dans la paupérisation ou l'asservissement communs tandis que s'accuse une différenciation fondamentale entre la bureaucratie d'Etat et toutes les autres couches sociales.

Ainsi par exemple les oppositions entre paysans riches et paysans pauvres se sont estompées dans les campagnes polonaises, les paysans « riches » étant eux-mêmes paupérisés par les impôts spéciaux qui les frappaient. Dans les villes, les éléments « capitalistes » réduits à une fraction résiduelle d'artisans et de commerçants, ne polarisent nullement sur eux le ressentiment des masses travailleuses, lesquelles dépendent directement de l'Etat. C'est dans la paupérisation générale, et dans la subordination générale à l'égard de l'Etat que se fixent désormais les rapports sociaux. Toutes les classes ont un intérêt fondamental convergent contre l'Etat-patron, l'Etat-parasite, l'Etat-gendarme qui ne maintient son pouvoir que grâce à la présence de l'Armée russe.

En même temps, la classe ouvrière subit une transformation complète. En tant que classe, elle perd certains traits qui la différenciaient des autres classes laborieuses. Dans le monde bourgeois, la classe ouvrière portait presque exclusivement en son sein l'idéologie communiste ; dans le monde des démocraties populaires, communiste n'est plus synonyme d'ouvrier, les communistes sont répandus dans toutes les couches de la société. Dans un autre sens, la classe ouvrière n'a pas été privilégiée en tant que telle dans la démocratie populaire. Les niveaux moyens de salaires sont ceux des employés, et les niveaux inférieurs (600 à 800 zlotys) semblent inférieurs aux plus bas niveaux chez les employés. La classe ouvrière, d'autre part, a cessé d'être victime de la ségrégation sociale. Elle n'est plus dans le ghetto sociologique du monde bourgeois. Si elle subit le plus durement les impératifs de la planification, elle n'en est pas pour autant une classe inférieure dans son statut social ; réciproquement quoiqu'idéologiquement glorifiée, elle n'en est pas pour autant une classe hégémonique.

De telles constatations amènent certains de nos amis polonais à conclure que la classe ouvrière a cessé d'être une classe révolutionnaire, et ils s'appuient sur quelques autres remarques. Selon eux, la classe ouvrière a perdu son avant-garde : cette avant-garde constituée par les militants communistes est passée en grand nombre dans l'appareil du Parti et de l'Etat, ou s'est élevée à des postes techniques grâce aux facilités du nouveau régime. D'autre part, l'industrialisation accélérée a déversé dans la classe ouvrière une masse de main-d'œuvre rurale, inéduquée politiquement et socialement, traditionaliste, religieuse, voire antisémite (dans certaines usines, on peut, nous dit-on, déconsidérer un anti-stalinien par ce cri : « C'est un juif ». Dans les cas de réduction de personnel, les natoliniens (2) peuvent obtenir des succès sur la base du mot d'ordre : « D'abord, vider les juifs »).

Enfin, la classe ouvrière a perdu son idéologie, non seulement sous l'influence des facteurs cités ci-dessus, mais encore parce que cette idéologie se heurte à un socialisme soi-disant réalisé qui ne correspond en rien aux aspirations nourries dans le monde capitaliste. Le socialisme est discrédité : les ouvriers ne se sentent ni maîtres ni responsables dans leurs entreprises et dans la cité. D'où une paupérisation idéologique qui empêcherait la classe ouvrière de prendre conscience de son rôle et de ses devoirs propres de classe.

ROLE SOCIAL D'UNE AVANT-GARDE OUVRIERE

CETTE vision pessimiste contient sans doute d'importants éléments de vérité. Mais les événements de ces derniers mois nous révèlent que la plus grande énergie politique, la plus grande conscience sociale, la plus grande faculté d'organisation se sont trouvées, sinon dans l'ensemble de la classe ouvrière, du moins dans une avant-garde ouvrière, puisque c'est cette avant-garde qui a joué le rôle moteur dans la transformation révolutionnaire de Poznan, d'Octobre et des Conseils d'entreprise.

Pour comprendre ceci, il faudrait tout d'abord considérer comme positifs certains des facteurs exposés plus haut comme négatifs. La classe ouvrière a perdu son avant-garde qui est passée dans les appareils du Parti et de l'Etat. Mais cela ne signifie-t-il pas également qu'elle s'est libé-

(Suite page 2.)

Meeting à Varsovie en Octobre.

URSS Sollicitude bureaucratique

A mesure que le mécontentement des ouvriers soviétiques s'exprime de plus en plus ouvertement, la bureaucratie multiplie les preuves de sa bonne volonté et de sa sollicitude envers les masses travailleuses : relèvement des plus bas salaires à partir du 1er janvier, augmentation des congés de maternité pour les travailleuses, réduction à 6 heures de la journée de travail des adolescents de 16 à 18 ans, etc...

C'est animés d'un souci de même nature que les dirigeants de l'appareil ont réuni à Moscou, il y a quelques jours, une conférence consacrée à l'amélioration de l'alimentation collective.

Le but est ambitieux. Il a été proclamé plus d'une fois, mais toujours sans succès. Il s'agit, d'après « Troud », le journal des syndicats, de rien moins que de la « libération de la femme des soucis domestiques » ou, comme le dira « La Pravda » du 27 janvier, de la « libération de la femme du travail domestique trop peu productif ».

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Les congressistes avaient beau, comme toujours, être triés sur le volet, il a fallu tout de même dire quelques vérités que les travailleurs soviétiques sont particulièrement bien placés pour connaître. Quoique la réalité soit bien au-delà de leurs déclarations, laissons-leur la parole. Elle vaut d'être entendue.

C'est tout d'abord Roussakov, le ministre suppléant des pêcheries de l'Union qui met... les pieds dans le plat : « **Le contrôle effectué dans des dizaines de cantines d'usines de Moscou a montré que, dans aucune d'elles, il n'était servi de plat de consistance avec du poisson... Or il y a des milliers de tonnes de poisson dans les frigorifiques des organismes de commerce du poisson à Moscou même. Pourquoi n'y en a-t-il pas alors, au menu des cantines ? N'est-ce pas parce que les plats de poisson sont meilleur marché que les plats de viande mais que leur préparation exige plus de travail ? ».**

Les légumes manquent aussi. De nombreux délégués s'en plaignent. D'une façon générale, la gestion bureaucratique ne permet pas d'assurer un ravitaillement varié permettant la confection de plats sains. Les cantines et les restaurants sont souvent obligés de se rabattre sur le marché libre. Le délégué Protopopov en apporte une preuve sensationnelle : « **Une exposition culinaire a été préparée pour les participants à la conférence. Or, on a été obligé d'acheter au marché libre les légumes nécessaires à la préparation de cette exposition** ».

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les travailleurs préfèrent manger chez eux chaque fois que cela est possible. Seules, les difficiles conditions d'existence les poussent à fréquenter les restaurants d'usine. « La Pravda » reconnaît cette triste nécessité : « **Le principal souci des entreprises d'alimentation collective doit être de donner aux travailleurs une nourriture bonne et variée, de mieux satisfaire leurs besoins croissants. Il faut faire en sorte que les ouvriers, les employés et les étudiants les fréquentent librement et non pas sous l'effet de la nécessité** ».

Aux difficultés de ravitaillement s'ajoute la pénurie des ustensiles. L'approvisionnement en vaisselle, pièces détachées, appareils culinaires, frigidaires, est difficile. « **Au restaurant n° 21 il y a deux cuillères à café pour 40 consommateurs** », annonce un délégué sans provoquer le rire de l'assemblée, tellement la chose est plausible.

Mais ce n'est pas cela qui peut arrêter un bureaucrate. On décide quand même de faire passer les cantines et les restaurants à la méthode du libre service. Le ministre suppléant du Commerce de l'URSS annonce triomphalement au congrès que 88,8 % d'établissements sont ainsi devenus des libres services. Ce qui devait arriver nous est révélé dans une lettre d'ouvrier que publie « La Pravda » du 27 janvier : « **On a transformé notre cantine en libre service. Et qu'est-ce qui s'est passé? D'abord on fait la queue devant la caisse, puis on prend cuillère, fourchette, etc... et on se met devant le guichet de la cuisine. Là on attend 20 à 30 minutes, puis, enfin, on peut aller s'asseoir à une table avec ses assiettes. Mais l'appétit est parti ou la coupure cesse et on court au travail sans avoir eu le temps de finir de manger** ».

Un autre délégué dit : « **Ce n'est un secret pour personne que les cuisiniers de nos restaurants essayent de sortir surtout les plats les plus chers pour réaliser plus vite leur plan, et ne se soucient pas de préparer des plats plus économiques, car un cuisinier qui a réalisé le plan est considéré comme ayant bien travaillé** ».

Il y a mieux. Pour assurer le chiffre d'affaires prévu au plan, certains responsables n'hésitent pas à revendre les produits plutôt que de les mettre en œuvre. Le président du Comité Exécutif du Soviet de Moscou, un certain Bobovnikov, nous apprend que des dirigeants d'entreprise d'alimentation collective « **dans leur course à la réalisation du chiffre d'affaires exigé par le plan, ne se préoccupent pas d'améliorer le service des consommateurs, mais ont pour souci principal de revendre les produits : alcool, tabac, etc...** ».

E. BOIVIN.

(Suite page 2.)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

VIe LISTE

Marius L. (Vienne), 100 fr. ; Waluszinski (Paris), 500 ; Aline (Paris), 600 ; N. (Laon), 1.500 ; G. (Genève), 110 ; Recueilli à Montpellier (liste L.), 4.000 ; V.D. (Taverny), 200 ; Lavan (Paris), 200 ; Antonia (St-Etienne), 1.600 ; R.R. (Villeurbanne), 1.200 ; Un ancien FTP (Mulhouse), 500 ; Letonturier (Paris), 500 ; Trois étudiants (Col. 500, Hau. 100, Br. 300), 900 ; Liste n° 105 : Sympathisants vietnamiens, 2e versement (Tr. 100, Th. 500, Nam 1.000, L.V. 300, Charles 1.000, N.V. 1.000, Léon 100), 4.000 ; Liste n° 106 : Savinas, 1.000 ; R.L., Grassac (Charente), 500 ; Mormiche (Niort), 500 ; Fernández (Niort), 100 ; Une camarade américaine, 2.800 ; Un travailleur algérien (Ardennes), 400 ; Alex R. (Paris XIVe), 100 ; Olivier G. (Paris), 100 ; Un groupe d'amis belges, 18.560 ; Recueilli à l'assemblée d'information du 8 février, 7.000. Total de cette liste, 46.910. Total précédent, 229.970. Total général, 276.880 fr.

Pour comprendre ce qui s'est passé en Hongrie, il faut lire :

« La Révolution hongroise des Conseils Ouvriers »

par FRANÇOIS MANUEL

Préface de ROBERT CHERAMY

Une brochure de 68 pages, 16 × 2 cms
PRIX : 200 francs. PRIX par DIX : 180 francs.

Passez les commandes à la S. P. E. L.
C. C. P. - 6032-01 PARIS

Numérisation CERMTRI

Les Conseils Ouvriers en Pologne

(Suite de la page 1.)

rec de ses staliniens les plus adaptés aux carrières bureaucratiques ? Cette promotion d'une « élite » a pour ainsi dire déstalinisé avant la lettre les entreprises industrielles. Dans l'univers stalinien, le bon grain tend toujours à retomber à la lasse tandis que l'ivraie s'envole vers les sommets.

De même, la classe ouvrière n'a pas tant perdu que déstalinisé son idéologie ; dans l'expérience vécue, concrète, irréutable du travail forcé. Elle a perdu ses mythes, ses illusions. Certes, en suscitant chez les ouvriers le réflexe : « n'importe quoi, mais plus ça », l'oppression stalinienne pourrait (3) réaliser ce miracle de leur faire souhaiter ce que n'a jamais réussi à faire le patronat bourgeois la plus subtil. L'expérience actuelle nous montre toutefois que le changement auquel aspire la classe ouvrière n'est pas le retour au passé; c'est la suppression d'un ordre bureaucratique et policier, et, plus encore : la gestion collective des entreprises, c'est-à-dire, très précisément, le socialisme lui-même.

Il y a plus encore : les entreprises industrielles évoluées sont des bastions naturels de lutte contre la bureaucratie. En effet, il n'y a pas d'exroissance bureaucratique au sein de l'usine. Les bureaux sont occupés par des techniciens, qui sont des spécialistes productifs, non des parasites. Les « permanents » (Kik du parti, deux du syndicat et WFM ou à Zeran) ne sont pas assez nombreux pour constituer une couche bureaucratique, et, au contraire, ils semblent plutôt liés aux masses. Le cliniat de l'entreprise tend même à y régénérer ou y purifier les organes locaux du parti et du syndicat. Ce n'est pas un hasard si les rameaux sains du parti sont constitués par les sections locales des grandes entreprises industrielles ; ce sont même ces sections animées, soit par de vieux militants ouvriers qui n'avaient pas tout oublié, soit de tout jeunes cadres qui ne s'étaient pas encore corrompus, qui ont joué un rôle organisateur dans les événements révolutionnaires de Poznan et d'Octobre.

De plus, au sein des entreprises industrielles, les conditions sont favorables pour que se constitue un front commun entre ouvriers, militants du parti, techniciens et direction de l'usine contre l'ennemi bureaucratique extérieur : le Ministère, l'Etat. Tous ont pour ennemi commun le plan imposé abstraitement d'en haut, néfaste à la rentabilité comme à la productivité maxima de l'entreprise. Les directeurs d'usine sont les éléments le moins sûrs de ce front commun. Nommés par les ministères, il arrive qu'ils se sentent des davantage sur de destin de la bureaucratie dominante qu'au destin de leur entreprise. Aussi voyons-nous des directeurs s'opposer aux conseils de gestion ouvriers. Mais nous voyons aussi des directeurs appeler et favoriser la constitution de ces conseils comme à Zeran et WFM parce qu'ils y voient la meilleure issue pour libérer les forces productives du carcan bureaucratique.

C'est pourquoi l'action révolutionnaire de la classe ouvrière a été décisive là où elle a pu, en bloc de tous les membres de l'entreprise, englobant les noyaux d'organisation, direction et parti. Dans ces cas, la prise de conscience s'est haussée à la hauteur du problème économique, social et politique. La lutte contre le stalinisme, contre la bureaucratie d'Etat, contre l'éventuelle intervention russe, fut la même lutte, et cette lutte a secrété un programme positif. Aujourd'hui encore, Zeran et WFM qui se mobilisèrent de jour et de nuit durant Octobre demeurent les pilotes du courant nouveau : de toutes les usines de Pologne les délégations y affluent pour y prendre les modèles de l'organisation des Conseils d'entreprise.

Marx voyait dans la grande entreprise capitaliste la place forte révolutionnaire contre le monde bourgeois. Nous pouvons aujourd'hui voir dans la grande usine nationalisée la place forte révolutionnaire contre le monde stalinien, parce qu'elle est la cellule sociale que la bureaucratie ne peut corrompre de l'intérieur, parce qu'elle est constamment purifiée de ses éléments bureaucratisables par la pompe aspirante de l'appareil, parce qu'elle est radicalement destabilisée dans son expérience de classe. La classe ouvrière est l'agent moteur de la nouvelle lutte des classes dans la société stalinienne. Elle est la classe la moins susceptible d'être parasitée et parasitaire, elle est la classe antibureaucratique par excellence. La classe ouvrière est l'agent moteur de la lutte des classes, mais contre les vrais conservateurs, les détenteurs du pouvoir stalinien.

Elle est capable d'entraîner derrière elle, dans un intérêt commun, toutes les couches de la population, c'est-à-dire qu'elle est capable d'orienter l'action collective dans un sens finalement socialiste, en évitant à la démocratie populaire les conséquences naturelles catastrophiques que pourrait entraîner le discrédit du socialisme.

Les Conseils de gestion

NOUS sommes là sans doute au cœur du problème du socialisme polonais. Ce nouveau système implique non seulement l'émancipation ouvrie mors du carcan semi-concentrationnaire, mais aussi sa participation active à la vie de l'entreprise et de l'économie du pays.

L'idée de gestion ouvrière était dans l'air dès le printemps 1956. Elle venait spontanément, parce qu'elle correspondait à l'idéologie officielle qui prétendait que les ouvriers étaient propriétaires de leurs entreprise. L'influence des idées, autrefois taboues, devenues licites, venues de Yougoslavie, joua un rôle catalyseur important. Ces idées bouillonnent du 7 au 8 Plenum. Des propses furent discutés dans les usines d'avant-garde et parfois appliqués comme, semble-t-il, à Varsovie Nord. Dans quelle mesure y eut-il confusion entre les comités ouvriers nés spontanément en Octobre et les conseils de gestion qui devaient se cristalliser par la suite ? En relisant mes notes, bien des points me sont obscurs, des déclarations de divers camarades polonais semblant contradictoires, non par la faute de ces camarades, mais parce que nous-mêmes, à ce moment-là, pensions en évoquant les conseils à des soviets du type 1905-17, c'est-à-dire à des pouvoirs d'entreprise non seulement économiques mais aussi politiques. Toujours-est-il que le mouvement des conseils de gestion réapparaît à la surface en novembre-décembre, après qu'eussent été abolis les pouvoirs politiques des comités ouvriers.

De quoi s'agit-il ? Avant tout, de la gestion de l'entreprise par un conseil qu'élit l'ensemble du personnel. Il n'y a pas une formule, mais plusieurs, qui vont du conseil presque consultatif à l'organe de gestion compétent pour l'ensemble du destin de l'entreprise. Ainsi, à Zeran et WFM, le conseil émet son avis sur le projet de plan et le corrige, vote le plan de production annuelle, en établit les fractions mensuelles, institue le schéma d'organisation de l'entreprise ainsi que les grandes lignes du développement technique et de la productivité. A Zeran, le conseil, élu définitivement le 4 décembre 1956, a depuis lors refait le schéma d'organisation de l'usine, restructuré les salaires par l'intégration des primes et une nouvelle distribution de la masse globale des rétributions, contrôle le raport normes-salaires ; il se réunit régulièrement pour entreprendre désormais son travail normal de gestion. Après une activité intense de démarrage, le conseil doit se réunir régulièrement tous les mois. A Zeran, le conseil constitue un véritable gouvernement de l'usine par elle-même puisqu'il confirme la nomination du directeur proposé par le ministre, et la nomination des directeurs de services proposés par le directeur (ainsi, il a refusé la confirmation d'un directeur commercial proposé). Certaines usines de province, qui se sont fixé des statuts analogues, ont même ouvert, par voie de presse, des concours pour le poste de directeur. D'autres conseils, comme celui de WFM ne contrôlent pas la nomination du directeur. Ainsi, selon les conditions, les discussions particulières, le statut du conseil d'entreprise est adopté sans qu'il y ait, semble-t-il, de statut standard.

L'essentiel est que le conseil est élu par tout le personnel, chaque département choisissant son ou ses représentants, selon un mode de scrutin fixé par une assemblée plénière de l'ensemble des travailleurs. Les candidats (3 candidats par siège environ à Zeran), sont acceptés à main levée, et le vote s'effectue au scrutin secret. Les candidats ne mettent nullement en avant leur titre politique (on noté toutefois 50 % de membres du parti au conseil de Zeran).

Autre trait : 50 % des membres du conseil de Zeran sont issus du personnel technique. Cela semble confirmer que dans cette entreprise il y a entente entre cadres et ouvriers, entente manifestée dès avant octobre. Il semble qu'un peu partout un grand nombre de techniciens soient élus dans les conseils, ce qui peut signifier soit une timidité des ouvriers devant les tâches de gestion, soit leur volonté de prouver que le système de gestion ne s'oppose pas aux nécessités de compétence technique.

Au début février, quelle était la diffusion des conseils ? Il semble que 70 % de l'industrie lourde était déjà convertie au nouveau système de gestion, que l'électro-technique était gagnée tout entière, que le mouvement se diffusait rapidement dans certaines provinces. Mais aussi que des obstacles de toutes sortes se dressaient.

OCHAB, GOMULKA, CYRANKIEWICZ, ZAWADZKI reçoivent une délégation d'ouvriers pendant la réunion du C.C. en Octobre.

La coalition contre la bureaucratie parasitaire

LA phrase fameuse de Staline se retourne narquoisement contre le stalinisme : « Seule la classe ouvrière peut tenir le drapeau de l'indépendance nationale ». Effectivement, l'indépendance polonaise fut reconquise grâce à l'insurrection de Poznan et la pré-insurrection d'Octobre, et cette reconquête ne peut être dissociée d'une conquête sociale révolutionnaire. C'est du même mouvement que l'avant-garde ouvrière, à la tête des masses polonaises, restitue au pays les fondements de sa liberté nationale, brise ses propres chaînes, celles du travail forcé semi-concentrationnaire et propose un système économico-social conforme aux besoins des producteurs eux-mêmes comme au développement des forces productives.

Alors que pour beaucoup d'observateurs, l'émancipation nationale masque la révolution sociale, ces deux processus sont en fait indissociables. Je ne dirai pas que la révolution sociale a été l'infra-structure de la révolution nationale ou vice-versa ; il s'agit des deux faces d'un mouvement unique et complexe.

L'histoire de ces derniers mois prend tout son sens si on la replace dans la perspective générale des conflits propres à la société stalinienne. La mort de Staline a ouvert une ère nouvelle ; en même temps que se dégela l'antagonisme latent entre la bureaucratie dominante et la NKVD (la NKVD étant l'excroissance monstrueuse de cette bureaucratie elle-même monstrueuse, dont elle garantit d'abord, menaça ensuite le pouvoir) un certain jeu commence à distendre les organes rouillés du système. La destruction en URSS de la NKVD par l'action combinée des castes dirigeantes du parti, de l'armée et de l'Etat en URSS (liquidation de Béria) ouvre l'ère d'une période révolutionnaire qui ne peut se clore que par le rétablissement de la terreur policière ou la liquidation du système de castes.

Dans la fermentation générale, une avant-garde ouvrière s'est mise en marche dans la rue, à Berlin-Est en 53, à Poznan en 1956. (En Hongrie, ce n'est pas la classe ouvrière en tant que classe qui s'est mise en marche la première dans la rue, et ceci explique peut-être la faiblesse du gouvernement Nagy dans les premiers jours de l'insurrection : alors qu'en Pologne un puissant mouvement de délégations ouvrières pesait sur le 8e Plenum, jouait un rôle décisif dans la nomination de Gomulka et gagna de vitesse les préparatifs militaires de Rokossovsky et de l'Armée russe, en Hongrie la pression proprement ouvrière ne se faisant sentir que faiblement sur le parti, Geroe crut facilement mater un mouvement d'étudiants. Les conseils ne jaillirent du sol qu'après l'intervention russe. Je n'afffirme pas que les choses auraient pu tourner autrement en Hongrie, mais je crois que les chances qu'elles puissent tourner autrement auraient été moins faibles).

En Pologne, des Poznan, l'avant-garde ouvrière est mobilisée. Elle irrigue de ses énergies des sections locales du parti et des syndicats. Elles est unie, dans les entreprises progressistes, avec la direction technique. C'est la seule force politique semi-organisée face au gigantesque appareil bureaucratique d'Etat, lequel est à demi-paralysé, soumis à des courants contraires, et aspiré partiellement à la libération. Si je ne m'étends pas ici sur les intellectuels ce n'est pas, encore une fois, pour sous-estimer leur rôle, mais pour examiner le plus attentivement plus loin ou ailleurs. Notons pour le moment que ce rôle est essentiel : des intellectuels font souffler le vent âpre de la critique qui dissipe les mirages mystiques de l'idéologie stalinienne. Bouleversés par leur culpabilité, honteux d'avoir vécu en idiots et chorphèes de la tyrannie, déchirant leur nouvelle conscience, ivres de la liberté qu'ils gagnent en s'exprimant, les jeunes intellectuels du parti, tous ces ex-petits stil, pétis aux yeux de la bureaucratie dominante des hommes. Leur besoin de vérité trouve un écho formidable : ce n'était pas qu'un besoin subjectif, petit-bourgeois, idéaliste, c'était le besoin énorme, politique des masses populaires, de la classe ouvrière. Le besoin de vérité devint une force politique majeure ; il cimente la gigantesque coalition de toutes les couches sociales contre un pouvoir qui n'a désormais qu'un unique appui : l'armée russe.

Les chaînes du travail semi-concentrationnaire se brisent

LES événements d'Octobre sont bien connus. Moins connue est la révolution ouvrière qui brise les cadres semi-concentrationnaires du travail industriel. Déjà, la pression policière sur l'usine s'était singulièrement allégée après la mort de Staline et la liquidation de Béria. Déjà, fin 1955 ou début 1956, le licenciement des ouvriers n'était plus livré à l'arbitraire, mais soumis à des commissions d'arbitrage mixtes (syndicat et direction). En fait, à partir du printemps 1956, la pression ouvrière s'exerce pour les plans suivants : 1°) abroger les conditions disciplinaires du travail ; 2°) garantir le salaire ; 3°) participer à la gestion et aux bénéfices des entreprises.

Au sommet de la vague d'Octobre qui le porte au pouvoir, Gomulka reconnait solennellement le droit de grève. Peu après, c'est l'abrogation de la loi décrétée sur « la discipline socialiste du travail », c'est-à-dire la loi semi-concentrationnaire type qui frappe d'amendes et de prison toute infraction au travail forcé.

En même temps, l'avant-garde ouvrière fait garantir, stabiliser, voire augmenter les salaires. Un grand nombre de primes de production (elles atteignaient parfois 100 à 200% du salaire de base) sont intégrées dans le salaire. Les salaires acquis seront de plus garantis indépendamment des normes. Une partie des bénéfices (17 %) sera allouée au personnel des entreprises. En même temps que se brisent les chaînes de la condition ouvrière, l'ancien système économique est attaqué de toutes parts.

Pour ou contre les Conseils

LES conseils d'entreprise tendent à se développer verticalement et horizontalement. Verticalement, les conseils sont amenés à se fédérer pour constituer des cartels corporatifs qui devraient remplacer les Offices centraux des Ministères, c'est-à-dire les organismes bureaucratiques d'Etat, disposés au sommet de chaque branche d'industrie.

Horizontalement, les conseils devraient être amenés à se fédérer sur tous les plans jusqu'à éventuellement constituer une assemblée des producteurs, une deuxième chambre complémentaire du parlement politique.

Ce double mouvement, horizontal et vertical, tend à aménager un nouveau modèle économique, plus souple que l'ancien, où joueraient des stimuli d'émulation entre les entreprises (grâce à la participation du personnel aux bénéfices), où les producteurs eux-mêmes participeraient à la direction économique du pays, où la production planifiée se substituerait à la dictature planificatrice.

Les ennemis les plus acharnés des conseils se trouvent évidemment dans la bureaucratie d'Etat, les Offices centraux, l'appareil demeuré stalinien du parti. Les conseils sont par contre défendus et illustrés par une partie de la gauche intellectuelle du parti, notamment dans « Po Prostu », et aussi par des techniciens et directeurs dont je ne saurais malheureusement évaluer le nombre. Le problème est de savoir dans quelle mesure la masse ouvrière, et non seulement une importante avant-garde, pousse à l'efflorescence des conseils. Je regrette de manquer d'informations vérifiables à ce sujet.

La position de Gomulka lui-même et de ses amis les plus proches, semblait réservée au mois de janvier, et incertaine au moment de notre départ, début février. Il semble que ces milieux dirigeants soient sceptiques quant à l'efficacité immédiate du système proposé. Dans les conditions actuelles de chaos économique, pensent-ils, les problèmes sont avant tout techniques et les techniciens avant tout sont à même de les résoudre le plus efficacement. Il s'agit de transformer ou reconvertir des industries, de les moderniser et les rationaliser, de procéder à des licenciements parfois massifs de personnel, de créer des conditions nouvelles de rentabilité. Les conseils en auront-ils la maturité et l'autorité nécessaires pour procéder à de telles modifications ? Les entreprises particulières pourront-elles se hausser au niveau général dont dépend toute solution ? Ne court-on pas au contraire le risque d'accroître le désordre et l'anarchie ? Par-là même, de favoriser les nationalismes qui spéculent sur ce désordre et y poussent ? Et du même coup, n'est-ce pas provoquer une nouvelle et inutile cause de friction avec l'URSS, hostile au système « titiste » de gestion ouvrière, sans même en tirer de véritables bénéfices sociaux ?

GOMULKA.

En fait, nous a-t-on dit à WFM, la rentabilité s'est accrue après l'instauration du conseil. A Zeran et à WFM, l'existence du conseil ne compromet nullement la nécessité de réduire le personnel. Au contraire, les ouvriers préfèrent se partager en moins grand nombre une même masse de salaires. Enfin, les techniciens et la direction de ces entreprises considèrent que les conseils peuvent jouer un rôle progressif dans la question du rendement et de la rationalisation. Les techniciens, loin d'être éliminés de la gestion, y participent plus activement encore au sein du conseil tout en étant contrôlés par le collectif. En bref, dans ces entreprises-pilotes, aucun danger de stagnation ou de régression ne se manifeste.

Si de telles expériences semblent encourageantes, faut-il pourtant les généraliser avant de voir plus clair ?

Un choix entre deux voies

LA question est désormais posée sur le plan politique. Les natoiniens et la bureaucratie d'Etat ne se prononcent pas ouvertement contre les conseils mais feignent de se rallier à la thèse expérimentaliste qui semblait jusqu'à présent celle de Gomulka. Par contre, les activistes des conseils sont unanimes à penser que les conseils periront par asphyxie s'ils demeurent isolés et cantonnés au stade expérimental. Ils ne pouvent être efficaces que s'ils sont appelés à reconstruire le modèle économique du pays. Une caricature d'un journal de gauche montre toute une population marchant sur la tête, saut deux personnes qui se tiennent sur leurs pieds et portent un écriteau mentionnant « section expérimentale ».

Aussi, actuellement, le mouvement des conseils ne jouit pas de toute la liberté d'expansion. Il est frappant que les rapports entre les conseils des différentes industries soient purement empiriques. Il n'y a pas d'organe fédérateur, ni même de bulletin de liaison ou de secrétariat commun. Il semble bien qu'il y ait veto du parti sur ce point essentiel. Ce qui n'empêche pas les contacts sporadres, visites, délégations, etc... mais ce qui, évidemment, diminue l'efficacité du mouvement.

La poussée s'exerce plus librement dans le sens corporatif (ce qui faisait dire à un de nos interlocuteurs ccptiques : « nous retournons aux corporations du Moyen Age ») ; les conseils sont en liaison dans chaque branche d'industrie et se heurtent alors aux Offices centraux. Dans certains cas, l'Office central semble prêt à passer la main (l'Electrotechnique nous a-t-on dit). Dans d'autres, la résistance est acharnée. De toute façon, la persécution administrative est intense, et les dossiers s'accumulent sur les bureaux des dirigeants du parti, de la part d'adversaires et partisans des conseils.

La situation s'est-elle modifiée ? Le Conseil Economique, créé au début de février, est, nous a-t-on déclaré, composé à moitié de partisans de l'expérience, mais, dans ces conditions, et compte tenu des difficultés économiques immédiates, compte tenu aussi de l'équilibre à trouver entre décentralisation et centralisme, compte tenu des immenses problèmes que poserait l'autonomie d'entreprises de rentabilité extraordinairement hétérogène, le choix aujourd'hui semble posé très clairement entre la voie vers un néo-bureaucratisme, non plus parasitaire, mais technocrate, et la voie vers ce qui est, en fin de compte, la nature du socialisme, la démocratie économique.

L'issue, si les conditions actuelles ne sont pas modifiées, dépendra de la force du courant ouvrier en faveur du nouveau système. Ce sera un test important pour vérifier l'aptitude de la classe ouvrière dans son ensemble, et non seulement dans une avant-garde, à prendre en mains son propre destin.

Un meeting à Zeran.

EDGAR MORIN.

(1) Zeran : usine d'automobiles (de Renault de Varsovie). W.F.M. : usine de motocyclettes.

(2) « Natoliniens » : on désigne ainsi les staliniens en Pologne, du nom de Natolin, localité de la banlieue de Varsovie où les hauts bureaucrates ont leurs villas.

(3) Au moins pourrait-on, a priori, le supposer.

U.R.S.S.

(Suite de la page 1.)

Et ce ne sont pas cinq cents mille contrôleurs mobilisés qui peuvent changer cet état de chose. Ce sont les bureaucrates qui contrôlent leur propre gestion. Alors, rien d'étonnant à ce qu'« il arrive souvent que des gens ayant porté des atteintes graves au droit du commerce soviétique et qui méritent des peines sévères soient néanmoins déplacés pour assumer les mêmes responsabilités dans d'autres entreprises ».

C'est avec la rage au cœur que les ouvriers soviétiques assistent à cette gestion éhontée où se joue leur propre santé. Et il y a de quoi quand on voit « La Pravda » avouer carrément : « Les exemples ne sont pas rares que s'immiscent dans le système commercial, et principalement aux postes responsables, des voleurs qui dilapident les marchandises et les fonds, volent les consommateurs en trichant sur les mesures, le poids, les comptes ».

Devant cette carence de la bureaucratie à organiser une alimentation collective saine et variée, l'ouvrier n'a qu'un souci : se soustraire à l'obligation de fréquenter cantine et restaurant et gagner suffisamment pour manger chez lui. Ce faisant, c'est sur la travailleuse soviétique que retombe la tâche de subvenir à toutes les charges domestiques de l'alimentation familiale. Et ceci, la plupart du temps, en plus du travail à l'extérieur rendu nécessaire pour arrondir le revenu familial insuffisant.

Pendant ce temps la femme du bureaucrate reste à la maison et se fait « aider » par une bonne. Les travaux domestiques ne seraient donc pas « trop peu productifs » pour tout le monde dans la société soviétique?

Faut-il donc que leur cynisme et leur mépris des masses soient sans bornes pour que les bureaucrates osent prétendre, devant les travailleuses soviétiques en particulier, que le socialisme est réalisé en URSS ?

Nous ne nous tairons pas !

(Suite de la page 1.)

façon conséquente et sans concession aucune, dans l'indépendance absolue à l'égard de toutes les forces étrangères à la classe ouvrière, de tous les Etats et de tous les appareils bureaucratiques, le programme de la révolution prolétarienne — comme nous avons été les premiers, dans toute la presse mondiale, à montrer la portée historique de la révolution hongroise des Conseils Ouvriers.

Toutefois, le sort fait à « LA VERITE » n'intéresse pas seulement ceux qui partagent nos positions. L'an dernier, comme nous l'avions prévu, le silence complice de presque toute la presse sur les véritables mesures d'exception dont nous étions l'objet, a permis à la réaction de pousser son offensive. Après « LA VERITE », furent saisis, au moins en Algérie, non seulement «France-Observateur» et « L'Express », mais même « Le Monde », « France-Soir » et jusqu'à « Paris-Presse » et « La Croix » !

Avec le droit de paraître librement pour « LA VERITE », c'est, plus que jamais toute la liberté d'expression qui est en cause. Le jugement de la 16e Chambre correctionnelle, renvoyant les quatre militants trotskystes Bloch, Just, Lambert et Renard, poursuivis uniquement pour les articles publiés par eux dans « LA VERITE », devant la justice militaire, montre toute la gravité de la menace qui pèse sur elle. Nous appelons tous ceux pour qui cette liberté, et pas seulement pour ceux qui pensent comme eux, n'est pas un vain mot, à nous venir en aide.

Si vous êtes lecteurs, abonnez-vous !

Si vous êtes abonnés, faites d'autres abonnements !

Si vous avez accès à un journal, faites-y connaître le scandale de la persécution exercée contre nous !

Dans vos organisations politiques ou syndicales, faites voter des résolutions, des télégrammes de protestation adressés au gouvernement !

Enfin, versez sans retard votre obole à notre souscription contre la répression. C'est à la caisse que le gouvernement veut d'abord nous atteindre ; c'est de vous tous qu'il dépend de déjouer ses plans.

LA VERITE.

pour *La Vérité*

SOUSCRIVEZ !

Pour que vive « LA VERITE »

SOUSCRIVEZ !

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions 4 rue Saulnier, PARIS 9e

Gérant : RENARD